

## Note situation et impact COVID-19

### Indonésie 16 avril 2020

#### Contexte général :

Au 16 avril l'Indonésie compte officiellement 5.136 cas, dont 297 pour la journée du 15 avril, et 469 décès. Ce nombre de cas paraît largement sous-estimé, selon les modélisations les plus pessimistes, le nombre de cas pourrait être supérieur à 30.000.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril toute la population est incitée à rester à la maison et à ne pas se rassembler, les écoles sont fermées. Le Gouvernement invite la population à ne pas se déplacer ni à se rassembler à l'occasion du ramadan (rupture du jeun quotidien et fêtes de fin de ramadan). Depuis le 6 avril, le port du masque est obligatoire.

Le 13 avril, le COVID-19 est officiellement déclaré « catastrophe nationale » (National disaster). Selon le Gouvernement près de 5 millions de personnes pourraient perdre leur travail, 3 millions l'auraient déjà perdu et près de 4 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté.

#### Restrictions aux frontières pour les personnes :

A compter de début avril, les étrangers ne peuvent plus rentrer sur le territoire indonésien. Les indonésiens de retour au pays doivent suivre 15 jours de quarantaine.

#### Circulation des marchandises (import export) :

La circulation des marchandises, air et mer, reste possible.

Difficultés rencontrées sur les voies terrestres (transport domestique) pour attendre les zones ayant pris des mesures de distanciation sociale renforcées et les zones reculées (Papouasie).

#### Problématiques spécifiques à certaines filières :

Depuis la fermeture de la frontière entre Singapour et la Malaisie, les exportations de porcs vivants de l'Indonésie vers Singapour ont doublé.

Tensions sur l'approvisionnement en denrées de base (plus de 90% de l'ail importée provient de Chine) avec l'arrivée du Ramadan et les achats compulsifs face à la mise en place de mesure de distanciation sociale.

Indonesia's Six Imported Food Commodities			
Food Commodities	Import Proportion on Consumption	Top 3 Import Origin	Inflation Weight
Wheat	100%	Australia, Ukraine & Canada	0.05
Garlic	90%	China, Taiwan & India	0.17
Milk	80%	New Zealand, USA & Australia	0.49
Sugar	77%	Thailand, Australia & Brazil	0.53
Soy	70%	USA, Canada & Malaysia	0.00
Salt	50%	Australia, India & New Zealand	0.05

Source: Multiple sources

### **Mesures transversales de soutien à l'économie :**

L'Indonésie a annoncé trois plans de relance pour contrer l'impact de la pandémie de COVID-19.

Le premier plan a été introduit en février 2020 pour un total de 725 millions d'USD. Il visait à soutenir le tourisme en Indonésie au travers notamment de subventions et de réduction des charges, et à subventionner l'achat de produits alimentaires de base pour les 20 millions de ménages les plus défavorisés (10 euros par ménage)

Le deuxième plan a été annoncé en mars 2020 pour un total de 8 milliards d'USD. Il a pour principal objet la protection de l'économie et les petites et moyennes entreprises (PME), en particulier dans le secteur manufacturier.

Le troisième plan **de 405 000 Mds IDR soit 24,6 Mds USD pour lutter contre la pandémie et soutenir l'économie a été annoncé le 2 avril**. Ce plan, qui reprend certaines des mesures déjà annoncées, se compose de 4 volets : santé pour un montant de 75 000 Mds IDR (4,5 Mds USD), aides sociales (aides aux familles défavorisées, indemnisation des licenciements - environ 100 USD par travailleur -, subvention à l'électricité) à hauteur de 110 000 Mds IDR (6,7 Mds USD), incitations fiscales et aides aux entreprises à hauteur de 70 100 Mds IDR (4,2 Mds USD) et reprise économique (restructuration de crédits et financements pour les PME) pour un montant total de 150 000 Mds IDR (9,1 Mds USD). Ce plan fera l'objet d'un décret présidentiel tenant lieu de loi, révisant le budget 2020 et autorisant un dépassement du déficit jusqu'à 5,1 % au lieu des 3,0 % réglementaires. Le financement de ces dépenses n'a pas encore été précisé mais reposera en partie sur des réallocations de budgets existants et sur une obligation spéciale de 27 Md USD à laquelle la Banque centrale pourrait exceptionnellement souscrire dès l'émission. La Banque Centrale Indonésienne a également injecté l'équivalent de 17,5 Md EUR sous forme de rachats de titres, d'opérations de refinancement et d'assouplissements des ratios prudentiels pour garantir la liquidité du secteur financier et soutenir la roupie.

### **Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire :**

L'industrie agroalimentaire bénéficie pleinement du deuxième plan de soutien à l'économie, notamment la réduction de 30 % de l'impôt sur le revenu sur 6 mois pour les entreprises et la suppression de l'impôt sur le revenu pour leurs employés gagnant moins de 1.000 euros/mois. Les conditions de remboursement de la TVA et l'obtention des licences d'importation des matières premières sont facilitées (pour le maïs notamment). Les entreprises sont éligibles à un prêt de 600.000 Euros. Les remboursements des emprunts pourraient repoussés d'une année.

Le ministère de l'Agriculture s'est engagé à garantir l'approvisionnement en produits de base, à savoir : le riz, le maïs, le poulet, le bœuf, les œufs, l'huile, le sucre, le piment, le poivre, l'oignon et l'ail. Pour l'instant le Gouvernement (très vigilant) arrive à maintenir des stocks suffisants (via la société publique Bulog), mais une surveillance accrue est requise.

Afin de faire face au risque de pénurie, l'Indonésie a levé temporairement l'exigence de licences d'importations pour l'oignon et l'ail de Thaïlande ainsi que pour le sucre.

**Mesures éventuelles de soutien aux fournitures de l'industrie agroalimentaire :**

Seulement pour les équipements de protection liés au Covid 19 (masques, désinfectant, etc.)

**Mesures de gestion de la main-d'oeuvre :**

Le gouvernement incite les collectivités locales à développer les travaux intensifs en main d'œuvre rémunérés en liquide pour soutenir le pouvoir d'achat des plus défavorisés.

Le gouvernement a lancé un programme d'aides intitulé Carte Pré-emploi visant à soutenir la formation professionnelle. Il pourrait toucher 10 millions de personnes. Chaque participant recevra 55 € par mois pendant 3 ou 4 mois pour se former.